



CA Rochefort Océan (Siren : 200041762)

FICHE SIGNALÉTIQUE BANATIC

Données générales

Nature juridique	Communauté d'agglomération (CA)
Commune siège	Rochefort
Arrondissement	Rochefort
Département	Charente-Maritime
Interdépartemental	non

Date de création

Date de création	01/01/2014
Date d'effet	01/01/2014

Organe délibérant

Mode de répartition des sièges	Répartition de droit commun
Nom du président	M. HERVE BLANCHE

Coordonnées du siège

Complément d'adresse du siège	Parc des Fourriers
Numéro et libellé dans la voie	3, avenue Maurice Chupin
Distribution spéciale	CS 50224
Code postal - Ville	17304 ROCHEFORT cedex
Téléphone	05 46 82 17 80
Fax	05 46 99 76 30
Courriel	accueil@agglo-rochefortocéan.fr
Site internet	www.agglo-rochefortocéan.fr

Profil financier

Mode de financement	Fiscalité professionnelle unique
Bonification de la DGF	non
Dotation de solidarité communautaire (DSC)	non
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)	non
Autre taxe	non
Redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM)	oui
Autre redevance	non

Population

Population totale regroupée	65 068
-----------------------------	--------

Densité moyenne 152,58

Périmètre

Nombre total de communes membres : 25

Dept	Commune (N° SIREN)	Population
17	Beaugeay (211700364)	788
17	Breuil-Magné (211700653)	1 705
17	Cabariot (211700752)	1 382
17	Champagne (211700836)	620
17	Échillais (211701461)	3 575
17	Fouras (211701685)	4 143
17	Île-d'Aix (211700042)	241
17	La Gripperie-Saint-Symphorien (211701842)	603
17	Loire-les-Marais (211702055)	391
17	Lussant (211702162)	1 010
17	Moëze (211702378)	564
17	Moragne (211702469)	511
17	Muron (211702535)	1 373
17	Port-des-Barques (211704846)	1 815
17	Rochefort (211702998)	24 894
17	Saint-Agnant (211703087)	2 758
17	Saint-Coutant-le-Grand (211703202)	417
17	Saint-Froult (211703293)	346
17	Saint-Hippolyte (211703467)	1 471
17	Saint-Jean-d'Angle (211703483)	697
17	Saint-Laurent-de-la-Prée (211703533)	2 125
17	Saint-Nazaire-sur-Charente (211703756)	1 205
17	Soubise (211704291)	2 996
17	Tonnay-Charente (211704499)	8 218
17	Vergeroux (211704630)	1 220

Compétences

Nombre total de compétences exercées : 20

Compétences exercées par le groupement
Environnement et cadre de vie
- Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés <i>Elimination et valorisation des déchets ménagers et assimilés; collecte et traitement.</i>
- Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) <i>Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI), dans les conditions prévues à l'article L.211-7 du code de l'environnement : - L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ; - L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ; - La défense contre les inondations et contre la mer ; - La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines ; Cette compétence sera intégrée au bloc de compétence obligatoire à compter du 1er janvier 2018.</i>

Politique de la ville / Prévention de la délinquance

- Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ; animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs de lutte contre la délinquance et des programmes d'actions définis dans le Contrat de ville communautaire les dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale: - La CAPR élabore avec ses partenaires, arrête et coordonne ses politiques publiques; signe les conventions d'application des dispositifs contractuels de ses politiques publiques; - La CAPR assure la maîtrise d'ouvrage contrat Urbain de Cohésion Sociale à compter de 2007 et dans ce cadre, son rôle s'inscrit dans une approche de coopérations choisie autour de trois niveaux de compétences: = mise à disposition de "ressources" (prise en compte des besoins, rassemblement d'informations, appui technique, articulation avec les partenaires); = coordination d'actions transversales et soutien aux actions expérimentales (soutien financier ou d'ingénierie); = conduite de projets et d'actions en maîtrise d'ouvrage communautaire (dont pilotage du CUCS). - La CAPR réalise des études nécessaires à l'élaboration, la mise en oeuvre et l'évaluation de la politique de la ville.

Développement et aménagement économique

- Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale,

Aménagement de l'espace

- Schéma de cohérence territoriale (SCOT)

- Schéma de secteur

Schéma directeur et schémas de secteurs.

- Création et réalisation de zone d'aménagement concertée (ZAC)

- Constitution de réserves foncières

- Organisation de la mobilité, au sens des articles L.1231-1 et suivants du code des transports

Développement touristique

- Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme

Dans le domaine du tourisme: La communauté assure: - La maîtrise d'ouvrage d'aménagements et d'équipements touristiques (pistes cyclables, passerelles...)- La communauté participe financièrement à des réalisations départementales intéressant son territoire, ou à des opérations communales conformes à la politique qu'elle développe en compétence distincte. - Une assistance technique auprès des différents porteurs de projets (notamment pour les hébergements touristiques). Elle est l'initiateur de réalisations qui pourront rentrer dans un produit touristique commercialisable par les structures agréées. - La maîtrise d'ouvrage des actions d'animation qui revêtent une dimension intercommunale. L'accueil, l'information, ainsi que la promotion aux modalités de la loi n° 92-1341 du 23 décembre 1992 portant répartition des compétences dans le domaine du tourisme, notamment entre les offices de tourisme et les syndicats d'initiative. - La communauté d'Agglomération pourra participer à une de ces prestations dans le cadre de sa politique de solidarité en accord avec la ou les communes concernées. Sont d'intérêt communautaire les actions de développement touristique portant sur: - La définition de l'image du territoire, de sa promotion, de la mise en marché de l'offre ainsi que sa commercialisation; - La mise en oeuvre de la politique d'accueil et d'informations sur le territoire; - L'amélioration de la qualité de l'offre notamment pour ce qui concerne les hébergements et les prestations en général. - La mise en réseau et la formation des acteurs du tourisme. - La participation à des structures régionales, départementales ou de pays; - La diversification de l'offre touristique à travers: = La mise en oeuvre du projet de développement touristique de l'estuaire; = La réalisation d'aménagements et d'équipements touristiques notamment la signalétique, les sentiers de randonnée, ou encore la création l'aménagement et la gestion de pistes cyclables qui s'inscrivent dans les schémas de développement de l'agglomération- Le développement du nautisme à travers les actions suivantes: = L'animation à l'échelle de l'estuaire à travers des événements, la mise en réseau d'acteurs, la valorisation de la filière nautique, le développement d'activités nautiques scolaires à destination des élèves du primaire. = Le développement de la filière nautique par la formation, l'assistance aux porteurs de projets et aux acteurs de cette filière. = L'aménagement et la gestion d'équipements nautiques communautaires, la participation à une structure de gestion nautique à l'échelle de l'estuaire, la réalisation d'opérations d'ingénierie pour la plaisance et le nautisme = L'accompagnement d'aménagements intégrés dans les schémas d'aménagement et de développement du nautisme de l'agglomération.

Logement et habitat
- Programme local de l'habitat
- Politique du logement non social
- Politique du logement social
- Action et aide financière en faveur du logement social
- Action en faveur du logement des personnes défavorisées
<i>Politique du logement et logement social, et logement des personnes défavorisées.</i>
- Amélioration du parc immobilier bâti
<i>Amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire.</i>
- Droit de préemption urbain (DPU) pour la mise en oeuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat
- Actions de réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre
Autres
- Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage
<i>Aire des Nomades: Création et gestion. Sont d'intérêt communautaire la création et la gestion d'une ou plusieurs aires d'accueil des gens du voyage</i>
- Autres
<i>III Compétences supplémentaires ou facultatives : 12 - Prise en charge de la compétence pour le versement de la contribution au service départemental d'incendie et de secours (SDIS) sur le fondement de l'article L.1424-35 du CGCT ; 13 - Gestion des eaux pluviales urbaines, au sens de l'article L. 2226-1 du CGCT. Cette compétence sera intégrée au bloc des compétences obligatoires à compter du 1er janvier 2020.</i>

Adhésion à des groupements

Dept	Groupement (N° SIREN)	Nature jur.	Population
17	SOLURIS (Solutions numériques territoriales innovantes) (251702320)	SM ouvert	928 648
17	SM pour l'étude de l'aménagement et de la gestion du bassin de la Boutonne (SYMBO) (251704839)	SM ouvert	63 151
17	SM Charente Aval (SMCA) (200086031)	SM fermé	160 687
17	Syndicat intercommunautaire du littoral (251710687)	SM fermé	202 347
17	Syndicat intercommunautaire du littoral Yves, Châtelailon, Aix, Fouras (200081305)	SM fermé	238 848
33	SM intermodal de Nouvelle Aquitaine (SMINA) (200081735)	SM ouvert	2 702 320
16	SM pour l'aménagement du fleuve Charente et de ses affluents (251601787)	SM ouvert	922 330
17	Ports de commerce de Rochefort et de Tonnay-Charente (200073690)	SM ouvert	65 068
17	SM des aéroports de La Rochelle, Ile de Ré et Rochefort, Charente Maritime (200086155)	SM ouvert	256 640

Sources : DGCL, BANATIC / Insee, RP (population totale légale en vigueur en 2019 - millésimée 2016)